

Art. 8. De ambten van voorzitter, ondervoorzitter of lid van het Bureau worden niet bezoldigd.

De leden van het Bureau en het secretariaat hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten onder de voorwaarden die worden vastgesteld door de bepalingen die toepasselijk zijn op de personeelsleden van de besturen van de Franse Gemeenschap. Daarbij worden ze met de ambtenaren van rang 13 gelijkgesteld.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het door de Regering wordt goedgekeurd.

Art. 10. De Minister bevoegd voor het Onderwijs voor Sociale Promotie wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2768

[C - 2009/29399]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de Promotion sociale tel que modifié par le décret du 14 novembre 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juin 2004 fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises pour l'accès aux études, les cours et la sanction de celles-ci dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 déterminant les modèles des diplômes, des brevets et de leur supplément de l'enseignement supérieur de promotion sociale délivrés par les établissements d'enseignement de promotion sociale organisés ou subventionnés par la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances rendu le 27 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget rendu le 30 avril 2009;

Vu les protocoles de négociation du 12 mai 2009 du Comité de négociation du Secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux - Section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de concertation du 13 mai 2009 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'Enseignement et des Centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat portant le numéro 46.685/2 rendu le 20 mai 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement de promotion sociale;

Après délibération du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1, entre le 3^o et le 4^o est inséré un 3^{o bis} rédigé comme suit :

« 3^{o bis} crédit : unité correspondant au temps consacré, par l'étudiant, à une activité d'apprentissage dans une discipline déterminée.

Un crédit correspond, forfaitairement à 24 heures d'activités d'apprentissage.

Cette charge horaire n'est que partiellement consacrée à des enseignements organisés directement par l'établissement, mais comprend d'autres activités associées, tels les travaux, exercices personnels, préparations, études, projets, recherches documentaires, épreuves,....

Les activités de mise à niveau, de remédiation, d'autoformation et d'enrichissement personnel ne font pas l'objet d'une estimation en crédits dans un programme d'études.

Art. 2. A l'article 7, alinéa 1^o du même arrêté, les termes « Toutefois, cet étudiant est soumis à une épreuve portant sur ces capacités » sont remplacés par « Le Conseil des études peut vérifier par une épreuve les capacités de l'intéressé. »

Art. 3. A l'article 8, les modifications suivantes sont apportées :

— Le § 1^{er} est supprimé et remplacé par le texte : « Les capacités préalables requises pour l'admission dans une unité de formation, ou les titres qui peuvent en tenir lieu, sont précisés par l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juin 2004, fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises pour l'accès aux études, les cours et la sanction de celles-ci dans l'enseignement de promotion sociale. »

— Le § 2 de l'article 8 est complété par les mots : « dans ce cas l'étudiant n'est pas considéré comme élève régulier au sens de l'article 35 du décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de Promotion sociale. »

Art. 4. L'alinéa 1^{er} de l'article 10 du même arrêté est remplacé par un alinéa 1^{er} rédigé comme suit :

« Est autorisé à participer à « l'épreuve intégrée » l'étudiant régulièrement inscrit à l'unité de formation « épreuve intégrée », titulaire des attestations de réussite de toutes les autres unités de formation constitutives de la section, quel que soit l'établissement d'enseignement de promotion sociale qui a délivré cette attestation et qui répond aux conditions visées aux articles 48 et 49 du décret du 16 avril 1991 précité.

Le délai maximum entre la délivrance desdites attestations et leur prise en compte pour la participation à l'épreuve intégrée est précisé au dossier pédagogique de l'unité de formation « épreuve intégrée ». Les modalités et le délai d'inscription à cette épreuve sont fixés par le Conseil des études et communiqués aux étudiants. »

Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré des articles 11*bis* et 11*ter*, entre l'article 11 et le Chapitre VII du même arrêté « Sanction d'une unité de formation autre que l'épreuve intégrée », rédigés comme suit :

11*bis*. « L'étudiant qui ne bénéficie pas d'une dérogation au critère d'âge ne peut pas être inscrit à plus de 36 crédits par année académique avant l'âge de 20 ans accomplis. »

11*ter*. « Pour être admis à l'épreuve intégrée d'une section délivrant un grade de spécialisation, un candidat doit être titulaire d'un grade de bachelier ou d'un grade équivalent au grade de bachelier, conformément à l'article 71 du décret du 16 avril 1991 précité. »

Art. 6. L'alinéa 2 de l'article 13 du même arrêté est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour ce faire, ledit Conseil délibère en tenant compte :

1° des éléments d'évaluation continue et du résultat de l'évaluation finale de chaque activité d'enseignement, ainsi qu'éventuellement d'autres résultats d'épreuves relevés par lui;

2° des documents délivrés par des centres et organismes de formation reconnus, soit des titres de compétences délivrés par des Centres de Validation des compétences, soit des acquis professionnels ou des éléments de formation personnelle dûment vérifiés. »

Art. 7. L'alinéa 3 de l'article 15 du même arrêté est complété par les mots « ainsi que la prise en compte des documents cités à l'article 13, alinéa 2, 2° ».

Art. 8. L'article 16 du même arrêté est remplacé par un article 16 rédigé comme suit :

« Article 16. § 1^{er}. Le Conseil des études peut ajourner ou refuser un étudiant. La décision doit être motivée. En cas d'ajournement, le Conseil des études fixe les matières faisant l'objet de la seconde épreuve ainsi que la date de cette dernière. »

« § 2. En cas de fraude avérée lors de la première session organisée pour une unité de formation, le Conseil des études ajourne l'étudiant qui est l'auteur de ladite fraude pour cette unité de formation.

En cas de fraude avérée lors de la seconde session organisée pour une unité de formation, le Conseil des études refuse l'étudiant qui est l'auteur de ladite fraude pour cette unité de formation. »

« § 3. Toute décision d'ajournement ou de refus fait l'objet d'une motivation formelle. »

Art. 9. A l'article 23 du même arrêté sont ajoutés les termes : « ou un délégué de la direction » entre les termes : « de l'établissement » et les termes : « et les membres du personnel. »

Art. 10. L'article 24 du même arrêté est remplacé par un article 24 rédigé comme suit :

« Article 24. Pour la sanction d'une unité de formation « épreuve intégrée », il est adjoint au Conseil des études une ou des personnes étrangères à l'établissement. Ces dernières sont choisies, sur avis du Conseil des études, par le pouvoir organisateur ou son délégué en raison de leurs compétences par rapport aux finalités de la section.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. »

Art. 11. A l'article 26, 1°, du même arrêté, il est ajouté les termes « ou un délégué de la direction » entre les termes « directeur » et « de chaque ».

Art. 12. Dans l'article 27 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

— les termes « il se compose au minimum d'un tiers et au maximum de la moitié » sont remplacés par les termes : « il comprend au minimum un membre étranger et au maximum la moitié »;

— les termes « Dans le cas où le total des membres visé au 1°, 2°, 3° de l'article 26 dépasse 6 unités, le nombre de membres visé au 4° peut être limité à 3. » sont supprimés.

Art. 13. Dans l'article 29 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

— A l'alinéa 1^{er} entre les termes « délégué » et « préside le Conseil des études ou le jury » les termes « membre » du personnel directeur de son établissement » sont supprimés.

— A la fin de l'alinéa 2, les termes « ou son délégué. » sont ajoutés.

Art. 14. A l'article 31 du même arrêté, § 1^{er}, alinéa 2, les termes « vingt-quatre heures » sont remplacés par « deux jours ouvrables ».

Art. 15. A l'article 33 du même arrêté, à l'alinéa 1, les termes « trois mois » sont remplacés par les termes « quatre mois ».

Art. 16. L'Article 38 est remplacé par un article 38 rédigé comme suit :

« Article 38. Les diplômes et leur supplément sont établis conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 déterminant les modèles des diplômes et leur supplément délivrés par les établissements d'Enseignement de Promotion sociale, organisés ou subventionnés par la Communauté française. »

Art. 17. Le Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mai 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2768

[C — 2009/29399]

27 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 1993 houdende algemene studieregeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd bij het decreet van 14 november 2008;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 1993 houdende algemene studieregeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 juni 2004 houdende vaststelling van de wijze van erkenning van de bekwaamheden verworven voor de toelating tot de studies, de cursus en de bekrachtiging van de studies binnen het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 houdende bepaling van de modeldiploma's en hun supplement van het hoger onderwijs voor sociale promotie uitgereikt door de inrichtingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 april 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 april 2009;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van 12 mei 2009 van het Onderhandelingscomité van Sector IX, van het Comité voor de provinciale en plaatselijke diensten – Sectie II en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Gelet op de overlegprotocollen van 13 mei 2009 van het Comité voor het overleg tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het Onderwijs en van de gesubsidieerde PMS-centra erkend door de Regering;

Gelet op het advies van de Raad van State nr.46.685/2, verleend op 20 mei 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 1993 houdende algemene studieregeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1, tussen het 3° en het 4°, wordt een punt 3°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 3°*bis* studiepunt : eenheid die overeenstemt met de tijd besteed door de student aan een leeractiviteit in een welbepaald vak.

Forfaitair, stemt een studiepunt overeen met 24 uur leeractiviteiten. Deze uropdracht is enkel gedeeltelijk besteed aan onderwijsactiviteiten rechtstreeks ingericht door de inrichting, maar bevat andere geassocieerde activiteiten, zoals de werkzaamheden, de persoonlijke oefeningen, de voorbereidingen, de studies, de projecten, de documentaire onderzoeksactiviteit, de proeven,...

De activiteiten voor het opnieuw op niveau stellen, de remediatie, de zelfvorming en de persoonlijke ontplooiing maken niet deel uit van een raming in studiepunten in een studieprogramma. ».

Art. 2. In artikel 7, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « De student moet echter examen afleggen over die bekwaamheden » vervangen door de woorden « De studieraad kan via een proef de bekwaamheden van de betrokkene nagaan. ».

Art. 3. In artikel 8, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— de eerste paragraaf wordt geschrapt en vervangen door de tekst : « De aanvankelijke bekwaamheid vereist voor de toelating tot een opleidingseenheid, of de bekwaamheidsbewijzen die ervoor gelden, worden vermeld in artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 juni 2004 houdende vaststelling van de wijze van erkenning van de bekwaamheden verworven voor de toelating tot de studies, de cursus en de bekrachtiging van de studies binnen het onderwijs voor sociale promotie. »

— De tweede paragraaf van artikel 8 wordt met de volgende woorden aangevuld : « In dat geval, wordt de student niet geacht een regelmatige leerling in de zin van artikel 35 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie. ».

Art. 4. Het eerste lid van artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door een eerste lid, luidend als volgt :

« Om aan de « geïntegreerde proef » deel te kunnen nemen moet de student regelmatig ingeschreven zijn voor de opleidingseenheid genoemd « geïntegreerde proef » en titularis zijn van attesten waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor alle andere opleidingseenheden die deel uitmaken van de afdeling, ongeacht de inrichting voor sociale promotie die bedoelde attesten heeft uitgereikt en die voldoet aan de voorwaarden bedoeld bij de artikelen 48 en 49 van het voornoemde decreet van 16 april 1991.

De maximumtermijn tussen de uitreiking en de inaanmerkingneming van die attesten voor de deelneming aan de geïntegreerde proef wordt vermeld in het pedagogische dossier van de opleidingseenheid « geïntegreerde proef ». De nadere regels en de termijn voor de inschrijving voor deze proef worden door de studieraad bepaald en aan de studenten meegedeeld. ».

Art. 5. In hetzelfde besluit, worden er artikelen 11*bis* en 11*ter* ingevoegd tussen artikel 11 en Hoofdstuk VII van hetzelfde besluit « Bekrachtiging van een andere opleidingseenheid dan de geïntegreerde proef », luidend als volgt :

« 11*bis*. De student die geen afwijking geniet van het leeftijds criterium kan niet ingeschreven worden voor meer dan 36 studiepunten per academiejaar vóór de volle leeftijd van twintig jaar.

11*ter*. Om tot de geïntegreerde proef toegelaten te worden van een afdeling die een specialisatiegraad uitrekt, dient een kandidaat titularis te zijn van een graad van bachelor of een gelijkwaardige graad, overeenkomstig artikel 71 van het voornoemde decreet van 16 april 1991. ».

Art. 6. Het tweede lid van artikel 13 van hetzelfde decreet wordt door een lid opgesteld als volgt, vervangen :

« Daartoe, beraadslaagt de studieraad rekening houdend :

1° met elementen van voortgezette evaluatie en met de uitslag van de eindproef van iedere onderwijsactiviteit, alsook, eventueel, met resultaten van andere proeven die hij in acht neemt;

2° met documenten uitgereikt door erkende opleidingscentra en -instellingen, ofwel bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door Centra voor de validatie van bekwaamheden, ofwel de beroepservaring of gegevens inzake persoonlijke opleiding, die behoorlijk getoetst werden. »

Art. 7. Het derde lid van artikel 15 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de woorden « alsook de inachtneming van de documenten bedoeld bij artikel 13, tweede lid, 2° ».

Art. 8. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt door een artikel 16 opgesteld als volgt, vervangen :

« Art. 16. § 1. De studieraad kan een student voorlopig of definitief afwijzen. De beslissing moet met redenen omkleed worden. Wordt de student voorlopig afgewezen, dan bepaalt de studieraad de leerstof die het voorwerp uitmaakt van de tweede proef en de datum waarop deze proef plaats zal vinden.

§ 2. In geval van bewezen bedrog bij de eerste zitting ingericht door een opleidingseenheid, wijst de studieraad de student voorlopig af die genoemd bedrog voor deze opleidingseenheid heeft gepleegd.

In geval van bewezen bedrog bij de tweede zitting ingericht door een opleidingseenheid, wijst de studieraad de student definitief af die genoemd bedrog voor deze opleidingseenheid heeft gepleegd.

§ 3. Iedere beslissing tot voorlopige of definitieve afwijzing dient formeel met redenen omkleed te worden. »

Art. 9. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de woorden « of een afgevaardigde van de directie » toegevoegd tussen de woorden « van de inrichting » en de woorden « en de leerkrachten ».

Art. 10. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt door een artikel 24, luidend als volgt, vervangen :

« Artikel 24. Voor de bekrachtiging van een opleidingseenheid « geïntegreerde proef », wordt aan de studieraad één of meerdere personen die niet tot de inrichting behoren bijgevoegd. Deze laatsten worden, op advies van de studieraad, gekozen door de inrichtende macht of de afgevaardigde ervan wegens hun bevoegdheid met betrekking tot de finaliteit van de afdeling.

Alle leden van de examencommissie zijn stemgerechtigd. ».

Art. 11. In artikel 26, 1°, van hetzelfde besluit, worden de woorden « een lid van het bestuurspersoneel van elke betrokken inrichting » vervangen door de woorden « een lid van het bestuurspersoneel of een afgevaardigde van de directie van elke betrokken inrichting ».

Art. 12. In artikel 27 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— de woorden « bestaat hij ten minste voor één derde en ten hoogste voor de helft uit zulke leden » worden vervangen door de woorden « bestaat hij ten minste uit een extern lid en ten hoogste de helft uit zulke leden »;

— de woorden « Mocht het totaal van de in het 1°, 2° en 3° van artikel 26 bedoelde leden meer dan zes bedragen, dan kan het aantal van de in 4° bedoelde leden beperkt worden tot 3. » worden geschrapt.

Art. 13. In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— bij het eerste lid, wordt de zin « De directeur van de inrichting of zijn gemachtigde, lid van het bestuurspersoneel van zijn inrichting, zit de studieraad of examencommissie voor. » vervangen door de zin : « De directeur van de inrichting, of zijn gemachtigde, zit de studieraad of examencommissie voor. »

— Bij het einde van het tweede lid, worden de woorden « of diens gemachtigde. » toegevoegd.

Art. 14. In artikel 31 van hetzelfde besluit, § 1, tweede lid, worden de woorden « binnen vierentwintig uur » vervangen door de woorden « binnen de twee werkdagen ».

Art. 15. In artikel 33 van hetzelfde besluit, eerste lid, worden de woorden « drie maanden » vervangen door de woorden « vier maanden ».

Art. 16. Artikel 38 wordt vervangen door een artikel 38, luidend als volgt :

« Artikel 38. De diploma's en hun supplement worden opgesteld overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 houdende bepaling van de modeldiploma's en hun supplement van het hoger onderwijs voor sociale promotie uitgereikt door de inrichtingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. ».

Art. 17. De Minister tot wiens bevoegdheid het Onderwijs voor Sociale Promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA